



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8305>

Élections françaises : pour une offensive de gauche en 2022

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 01.2017 - Journal des Alternatives. Vol.8 - No.06, juin 2017 -

Date de mise en ligne : jeudi 1er juin 2017



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Les dernières élections françaises s'inscrivent dans une longue série de choix inconfortables auxquels la gauche a récemment fait face. Il suffit de penser au référendum entourant le Brexit ou aux dernières élections américaines pour constater que la politique du moins pire est celle à laquelle nous nous voyons trop souvent limité-e-s. Une des priorités des progressistes, en France et ailleurs, est de rompre avec ces fausses alternatives en leur opposant un projet politique de gauche en mesure de rallier un bloc majoritaire aux prochaines élections.

La gauche sous-tend toute initiative qui reconnaît pleinement le caractère politique des inégalités socioéconomiques, qui doivent alors être combattues par un ensemble de mesures allant de la fiscalité à l'économie sociale et coopérative, en passant par l'organisation syndicale sur les lieux de travail, les luttes contre le sexisme et le racisme, et plus encore. Comme tout projet politique, celui de la gauche repose à la fois sur des structures spécifiques (ex. : partis politiques, associations étudiantes et syndicales, regroupements communautaires), des modalités de contrôle institutionnel (ex. : présence dans les instances de pouvoir pour y exercer une certaine pression) et des méthodes particulières d'interpellation des masses.

Le sociologue Cedric de Leon souligne avec justesse dans ses écrits que les partis politiques, bien loin de simplement correspondre à une division préexistante dans l'opinion publique, construisent activement ces mêmes divisions et opinions¹, en isolant notamment une ou quelques composantes de l'identité des individus qu'ils visent à rejoindre (revenu faible ou élevé, appartenance ou non à une communauté religieuse, membre d'une minorité ethnique ou du groupe majoritaire, etc.) qui seront alors mises au coeur de leur projet social et de leur vision stratégique. En somme, des situations comme l'affrontement Macron-Le Pen ne sont pas des fatalités, mais correspondent plutôt à une structuration particulière des modes d'interpellation politique à laquelle la gauche peut répondre si elle s'organise efficacement.

Reconfigurations politiques

La construction du Front National (FN) constitue un cas particulier pour la droite xénophobe contemporaine. Contrairement à des initiatives semblables qui ont radicalisé des groupes et formations plus modérés auparavant, le FN consiste plutôt en une convergence des forces d'extrême-droite françaises qui a ensuite cherché à se banaliser aux yeux de l'élite politique et de l'électorat. Tandis que le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni,(UKIP) est né d'une scission dans le Parti conservateur britannique sur la question de l'UE2 et que l'ascension de Trump dans les primaires du Parti républicain a reposé, d'une part, sur un discours agressif à l'endroit des communautés mexicaines et musulmanes des États-Unis largement inspiré par le Tea Party et, d'autre part, sur une alliance avec la droite religieuse après la défaite de leur candidat Ted Cruz³, le FN a misé pour sa part sur une intégration de thèmes progressistes à son discours (méfiance envers la mondialisation, défense de l'État-providence, etc.) pour élargir son électorat et feutrer les dimensions les plus scandaleuses et discriminatoires de son programme⁴.

Si Le Pen prétend porter la voix de ceux et celles qu'elle présente comme les « grands perdants » face aux multinationales et à « l'immigration totalement incontrôlée »⁵, c'est-à-dire les classes populaires et moyennes blanches, Macron opte plutôt pour une réconciliation sociale par le haut en se faisant le porte-parole des jeunes cadres dynamiques. La centralité dans son projet de société « novateur » vient justifier un programme plutôt banal de redressement économique néolibéral qui inclut, entre autres, des réductions d'impôt pour les entreprises et les hauts revenus afin de stimuler l'investissement et la suppression de 120 000 emplois dans le secteur public français⁶. Cette élection présidentielle marque la première fois sous la Cinquième République que les partis de gauche et de droite traditionnels se voient évincées du deuxième tour. Elle souligne également la première fois où les deux candidatures (Macron et Le Pen) prétendent toutes deux dépasser l'axe gauche-droite, en le proclamant soit désuet au regard d'une polarité plus importante (pro-nationaux versus anti-nationaux par exemple), soit incapable d'intégrer pleinement les défis politiques contemporains à sa grille d'analyse. Les militant-e-s progressistes savent bien que cette rhétorique sur l'axe gauche-droite et sa supposée caducité ne bénéficie, en dernière instance, qu'à la droite

sous toutes ses formes.

Objectif 2022

Le portrait esquissé plus haut ne doit pas mener à sous-estimer la capacité des formations contemporaines de gauche à interpeller les masses. La France, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont connu la montée d'une figure progressiste forte dans les dernières années : Jean-Luc Mélenchon, Bernie Sanders et Jeremy Corbyn. La question n'est pas de créer de toutes pièces des forces progressistes dans ces différents contextes, mais plutôt d'assurer leur coordination et leur expansion. Dans le cas français, il faut sans doute préparer une opposition vigoureuse aux politiques néolibérales qui seront promues par Macron, tout en inscrivant cette opposition dans un projet politique précis et résolument opposé à ceux de Le Pen, Fillion et consorts.

Former un bloc populaire à même de gagner les élections en 2022 suppose également de réfléchir aux leviers qui, au-delà du jeu électoral, permettront à un parti ou à une coalition de gauche de défendre ses idées et propositions face aux nombreuses forces adverses - et notamment face à la fuite des capitaux et la grève des investissements qui seront inévitablement brandies comme des menaces devant un programme économique jugé trop audacieux. Une réflexion qui intègre les différents niveaux d'analyse exposés ci-haut semble la voie à suivre pour contrer à la fois le néolibéralisme décomplexé et la montée de l'extrême-droite. En définitive, face au délitement du modèle électoral bipartisan, observable tant en France qu'au Québec, et face à la montée de figures charismatiques à la Macron et à la Trump, il faut s'assurer que des propositions claires soient brandies par la gauche et que des mouvements à même de les défendre soient présents à l'intérieur et à l'extérieur du parlement.